

Depuis 2022, les dépenses de défense des pays européens ont fortement accéléré sous l'effet de la guerre en Ukraine. La France y consacre 2,1 % de son PIB en 2025, avec une trajectoire haussière inscrite dans la loi de programmation militaire 2024-2030. Au sommet de La Haye, les membres de l'OTAN (hors Espagne) se sont engagés à atteindre 3,5 % du PIB en dépenses militaires d'ici 2035. Cette dynamique représente un fort potentiel de croissance pour la base industrielle et technologique de défense (BITD), notamment via l'investissement et la R&D, dont les effets multiplicateurs sur l'économie sont jugés particulièrement favorables à moyen terme.

Malgré ces perspectives, la BITD fait face à des obstacles majeurs : un taux d'utilisation des capacités de production stable autour de 90 % depuis 2023 (contre 80 % pour le reste de l'industrie), des difficultés de recrutement sur les métiers clés (ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés), et des tensions d'approvisionnement touchant un industriel sur trois — soit deux fois plus que dans l'industrie manufacturière en général. Les composants critiques concernés incluent l'aluminium, le graphite, le chrome et les semi-conducteurs.

Une santé financière en amélioration depuis 2022

Une précédente étude avait établi qu'en 2021, la BITD présentait une structure financière plus fragile que celle de ses homologues civils. La présente analyse, étendue jusqu'en 2024, montre une amélioration graduelle. Entre 2021 et 2024, la valeur ajoutée médiane des PME et ETI de la BITD a progressé de 48 % (contre 12 % pour le comparatif). Le taux de marge, la rentabilité des actifs et des capitaux propres dépassent désormais les niveaux du secteur civil. Le taux d'investissement a également nettement progressé, cohérent avec l'intensité capitalistique élevée du secteur.

Les capitaux propres ont fortement augmenté (+36 % entre 2021 et 2024), tirés par une meilleure intégration des résultats. Toutefois, le besoin en fonds de roulement (BFR) reste structurellement élevé — équivalent à 61 jours de chiffre d'affaires contre 33 jours hors BITD — en raison de cycles de production longs et d'étapes de vérification renforcées. Ce niveau pèse sur la trésorerie et la capacité d'autofinancement. Par ailleurs, les taux d'intérêt implicites supportés par la BITD (3 % en médiane en 2024) sont plus élevés que ceux du comparatif (2 %), reflétant un recours accru au financement bancaire dans un contexte de taux élevés.

Des perspectives favorables

La France, deuxième exportateur mondial d'armements, bénéficie d'une demande croissante de ses partenaires européens, dont les exportations vers l'UE ont triplé entre 2015-2019 et 2020-2024. Le dispositif européen SAFE renforce cette dynamique. Sur le plan du financement, un dialogue de place initié en 2025 entre l'industrie de défense et le secteur financier a conduit à une révision des politiques bancaires d'exclusion et à une mobilisation accrue des investisseurs en fonds propres. Les besoins estimés pour 2026-2030 se situent entre 4 et 6 milliards d'euros pour les PME et ETI de la chaîne de sous-traitance.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)